

Il a déclaré que le public canadien ne recevait rien de plus qu'un salmigondis d'insignifiances, de stéréotypes ennuyeux et de préjugés transparents présentés comme étant des nouvelles. Dans la catégorie des nouvelles sur l'URSS, les reportages sur l'espionnage l'emportaient de loin sur les articles concernant Brejnev et Andropov, les armements russes, la guerre menée par l'URSS en Afghanistan, les propositions de Moscou au sujet des armements, son programme spatial et la "menace soviétique". Les nouvelles sur les sports, les arts et la culture en URSS ont tout juste pu se classer au dixième rang par ordre d'importance.

Selon M. Zwicker, sur les 147 articles publiés dans les chroniques d'opinions pendant cette période, seulement quatre pouvaient être considérés comme étant bienveillants ou favorables à l'URSS. Sur quarante-trois éditoriaux ou dessins humoristiques, vingt-cinq étaient carrément hostiles ou négatifs, et les autres étaient neutres; aucun n'avait quelque chose de positif à dire au sujet de l'Union soviétique. Si les médias présentent une perspective tendancieuse sur l'URSS, les Canadiens risquent de percevoir sous un faux jour les questions relatives à la limitation des armements et au désarmement. En 1987, les reportages seront peut-être plus équilibrés, car non seulement le réseau CBC et le *Globe*, mais aussi l'agence *Southam News* et le *Toronto Star* auront des correspondants à Moscou.

L'analyse de M. Zwicker révèle que les journalistes canadiens peuvent être tout aussi ethnocentristes que leurs collègues américains. Comme M. Zwicker n'indique pas d'où les reportages étudiés provenaient, il est possible qu'il faille plutôt blâmer les "décideurs" des journaux canadiens dont ils étaient extraits. Les journalistes, et surtout les spécialistes des affaires étrangères, savent très bien que beaucoup trop de rédacteurs en chef et de techniciens de la production ne possèdent que des connaissances limitées sur l'actualité internationale, notamment en ce qui concerne la limitation des armements et le désarmement, ou encore ne s'y intéressent pas assez. Pour chaque rédacteur en chef compétent en matière internationale, on en trouvera dix autres que leur travail ennuie et qui préféreront des articles à sensations et des titres ronflants, plutôt que des reportages informatifs et solides offrant aux lecteurs des renseignements valables sur la vie en Union soviétique et sur ses positions au sujet de questions complexes. Ce sont des gens comme ceux-là qui, à l'instar des Américains, banalisent le sommet de Reykjavik ou la conférence de Stockholm avec des titres à la une essayant de déterminer qui a été le "vainqueur" et le "vaincu".

Le correspondant étranger qui suit les négociations sur la limitation des armements ne se heurte pas aux difficultés de son collègue présent là où éclatent les guerres civiles, les insurrections communistes ou les coups d'État militaires. Il n'a pas à faire des pieds et des

mains pour obtenir un visa, il n'a aucun censeur à qui plaire, il est à l'abri des dangers physiques et du harcèlement de la bureaucratie. Il doit plutôt s'attendre à trouver un mur de silence là où les négociations ont lieu, ainsi qu'une pléthore de fuites et de tentatives de manipulation des nouvelles à Moscou et à Washington. Il lui faut donc faire preuve de scepticisme à l'égard des communiqués officiels émanant du quartier général de l'OTAN, ou de celui du Pacte de Varsovie, le cas échéant. Il doit aussi aller plus loin que les discours, tout en évitant d'être submergé par le verbiage diplomatique ou d'être dérouté par les acronymes. Plus important encore, il doit traduire toute cette information complexe en des termes à la portée du lecteur moyen, car c'est là le seul moyen d'intégrer au débat public tous ces thèmes ésotériques qui demeureraient autrement l'apanage des états-majors militaires et des cercles de penseurs et de stratèges.

Il y a déjà très longtemps, notre pays a renoncé à se doter de l'arme nucléaire, et c'est pourquoi le public canadien et nos médias se sont peu intéressés à ce qui concernait la stratégie nucléaire. Jusqu'à très récemment, donc, les journaux nationaux ont eu tendance à passer outre aux analyses sérieuses sur les conséquences de l'évolution de la stratégie nucléaire pour le Canada. Ainsi, la doctrine de la riposte graduée, annoncée au début des années 1970, a fait couler peu d'encre chez nous, tout comme d'ailleurs la directive présidentielle n° 59 que Jimmy Carter a diffusée en 1980 et qui parlait des coups désarmants que les États-Unis porteraient en cas de guerre nucléaire limitée.

Les médias canadiens manifestèrent un peu plus d'intérêt et d'inquiétude au sujet du Document n° 14 de M. Reagan sur la sécurité nationale, lequel examinait la possibilité pour les États-Unis de l'emporter en cas de guerre nucléaire prolongée. Cette question et la controverse sur la Guerre des étoiles ont incité les journalistes à se pencher sur le Plan unique opérationnel intégré concernant la guerre nucléaire, sur le dispositif de commandement et de contrôle mis en place par le Pentagone et sur ses faiblesses, et enfin sur les plans américains visant le dispersement d'armes nucléaires au Canada en temps de crise.

Jusqu'à récemment, il a été très difficile d'obtenir de l'information auprès des Soviétiques eux-mêmes. Habituellement, ce sont des sources militaires américaines (et elles peuvent manquer d'objectivité), ou encore des instituts ou des érudits américains spécialistes des affaires militaires russes qui répondent aux questions sur la stratégie nucléaire soviétique.

C'est par l'entremise de la télévision que la plupart des Canadiens obtiennent des nouvelles sur les questions de guerre et de paix. Malgré ses images éclatantes, sa vitesse de transmission, le caractère immédiat et l'apparent réalisme de ses reportages, la télévision tend, dans ses émissions d'actualité présentées comme s'il s'agissait de spectacles, à